GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3602 [C − 99/29666]

28 OCTOBRE 1999. — Décret relatif à l'inscription, au financement et à la réorientation des étudiants de l'enseignement supérieur (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Des dispositions relatives à l'enseignement supérieur dispensé au sein des institutions universitaires*

Section 1re. — De la modification au décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Article 1er. L'article 16, alinéa 2, 2°, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, complété par le décret du 25 juillet 1996 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 27, §§ 4 ou 7, 1°, 2°, 3°bis, 4°, 5°, 6°, 8° et 9°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires; ».

Section 2. — De la modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 2. A l'article 27, § 7, alinéa 1er, 1°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 25 juillet 1996 les mots « une même année d'études, quel que soit le domaine » sont remplacés par les mots « la même année d'études d'un cursus universitaire conduisant à un grade académique qualifié déterminé, tel que visé à l'article 7, § 1er, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime universitaire et des grades académiques ».

Art. 3. L'article 27, § 7, alinéa 1er, 7°, de la même loi, inséré par le décret du 25 juillet 1996 et modifié par le décret du 17 juillet 1998 est abrogé.

Art. 4. A l'article 27, § 7, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires inséré par le décret du 25 juillet 1996 et modifié par le décret du 17 juillet 1998, les mots « dans une même année d'études, quel que soit le domaine, dans un système d'enseignement supérieur belge ou étranger » sont remplacés par les mots « dans une même année d'études d'une même qualification ou toute autre subdivision d'études, dans la même discipline, dans un enseignement supérieur en Belgique ou à l'étranger ».

De même, à l'article 27, § 7, alinéa 1er, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 précitée, les mots « dans cette même discipline » sont insérés entre les mots « dans l'enseignement universitaire » et les mots « dans les cinq ans ».

Art. 5. L'article 27, § 7, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 17 juillet 1998 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de l'alinéa 1er, le 1°, est applicable à partir de l'année académique 1995-1996, les 2°, 4°, 5°, 6°, 8° et 9°, à partir de l'année académique 1996-1997 et le 10°, à partir de l'année académique 1998-1999. »

CHAPITRE II. — *Des dispositions relatives à l'enseignement supérieur dispensé au sein des hautes écoles*

Section 1re. — Des modifications au décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles

Art. 6. L'article 26, § 2, 2°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles remplacé par le décret du 4 février 1997 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° à partir de l'année académique 1996-1997, lorsque cet étudiant est visé à l'article 6, 2°, k), du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, n'est pas pris en compte pour le financement ou est visé à l'article 8, § 1er, 1°, 2°, 3°bis, 4°, de ce même décret; ».

Section 2. — Des modifications au décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées et subventionnées par la Communauté française

Art. 7. A l'article 8, § 1er, 1°, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, remplacé par le décret du 4 février 1997, les mots « une même année d'études, quelle que soit la catégorie » sont remplacés par les mots « la même année d'études d'une même section ».

Art. 8. A l'article 8, § 1er, 3°, du décret du 9 septembre 1996, remplacé par le décret du 4 février 1997 et modifié par le décret du 17 juillet 1998, les mots « dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée » sont remplacés par les mots « dans une même année d'études d'une même section, ou toute autre subdivision d'études dans la même discipline » et les mots « belges ou à l'étranger » sont remplacés par les mots « en Belgique ou à l'étranger ».

Art. 9. L'article 8, § 1er, 5°, du décret du 9 septembre 1996 remplacé par le décret du 4 février 1997, est abrogé.

CHAPITRE III. — *Des dispositions relatives à l'enseignement supérieur qui n'est pas dispensé au sein des institutions universitaires ni au sein des hautes écoles*

Section unique. — Des modifications au décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur

Art. 10. A l'article 9, § 1er, 1°, du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, les mots « une même année d'études » sont remplacés par les mots « la même année d'études d'une même section ».

Art. 11. A l'article 9, § 1er, 3°, du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur modifié par le décret du 17 juillet 1998, les mots « dans une même année d'études ou toute autre subdivision d'études, quelle que soit la discipline étudiée » sont remplacés par les mots « dans une même année d'études d'une même section, ou toute autre subdivision d'études dans la même discipline » et les mots « belges ou à l'étranger » sont remplacés par les mots « en Belgique ou à l'étranger ».

Art. 12. L'article 9, § 1er, 5°, du décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 13. Le présent décret produit ses effets au 1er septembre 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge* .

Bruxelles, le 28 octobre 1999.

Le Ministre-Président,
chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Note

(1) *Session extraordinaire de 1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 15-1. — Amendements de commission, n° 15-2. — Rapport, n° 15-3.

Session 1999-2000.

Document du Conseil. — Amendements de séance, n° 15-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 octobre 1999.

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3602 [C − 99/29666]

28 OKTOBER 1999. — Ontwerpdecreet betreffende de inschrijving, financiering en heroriëntering van de studenten van het hoger onderwijs (1)

De Franse Gemeenschapsraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende het hoger onderwijs dat wordt verstrekt in de universitaire instellingen*

Afdeling 1. — Wijziging van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

Artikel 1. Artikel 16, tweede lid, 2,° van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, aangevuld bij het decreet van 25 juli 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° met ingang van het academiejaar 1996-1997, wanneer deze student bedoeld is in artikel 27, §§ 4 of 7, 1°, 2°, 3°bis, 4°, 5°, 6°, 8° en 9°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen; ».

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

Art. 2. In artikel 27, § 7, eerste lid, 1°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 25 juli 1996, worden de woorden « eenzelfde studiejaar, ongeacht het gebied » vervangen door de woorden « hetzelfde studiejaar van een universitair curriculum leidend tot een bepaalde gekwalificeerde academische graad zoals bedoeld in artikel 7, § 1, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden ».

Art. 3. Artikel 27, § 7, eerste lid, 7°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 25 juli 1996 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 1998 wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 27, § 7, 3°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 25 juli 1996 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 1998, worden de woorden « in eenzelfde studiejaar, ongeacht het gebied, in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs » vervangen door de woorden « in eenzelfde studiejaar van eenzelfde kwalificatie of om het even welke andere studie-onderafdeling binnen dezelfde discipline, in het hoger onderwijs in België of het buitenland ».

Ook worden in artikel 27, § 7, eerste lid, 3°, van de voornoemde wet van 27 juli 1971, de woorden « binnen diezelfde discipline » ingevoegd tussen de woorden « in het universitair onderwijs » en de woorden « binnen de vijf jaar ».

Art. 5. Artikel 27, § 7, tweede lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen , ingevoegd bij het decreet van 17 juli 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van het eerste lid is 1° van toepassing met ingang van het academiejaar 1995-1996, zijn 2°, 4°, 5°, 6°, 8° en 9° van toepassing met ingang van het academiejaar 1996-1997 en 10° met ingang van het academiejaar 1998-1999. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het hoger onderwijs verstrekt in hogescholen*

Afdeling 1. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen

Art. 6. Artikel 26, § 2,2° van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, vervangen door het decreet van 4 februari 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° met ingang van het academiejaar 1996-1997, wanneer deze student bedoeld is in artikel 6, 2°, k), van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de hogescholen die ingericht of gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschap, wordt niet in aanmerking genomen voor de financiering of is bedoeld in artikel 8, § 1, 1°, 2°, 3°bis, 4° van datzelfde decreet; ».

Afdeling 2. — Wijzigingen aan het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 7. In artikel 8, § 1, 1°, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, vervangen door het decreet van 4 februari 1997, worden de woorden « een zelfde studiejaar regelmatig ingeschreven werden, wat de categorie ook zij, » vervangen door de woorden « hetzelfde studiejaar van een zelfde afdeling ingeschreven werden ».

Art. 8. In artikel 8, § 1, 3°, van het decreet van 9 september 1996, vervangen door het decreet van 4 februari 1997 en gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998, worden de woorden « in een zelfde studiejaar of in om het even welke studieonderverdeling regelmatig werden ingeschreven, wat het gekozen vak ook moge wezen, » vervangen door de woorden « in een zelfde studiejaar van een zelfde afdeling, of ieder andere studieonderverdeling in hetzelfde vak, regelmatig werden ingeschreven » en worden de woorden « dat onder het Belgisch of buitenlandse hoger onderwijs ressorteert » vervangen door de woorden « dat onder het hoger onderwijs ressorteert, in België of in het buitenland ».

Art. 9. Artikel 8, § 1, 5°, van het decreet van 9 september 1996 vervangen door het decreet van 4 februari 1997, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen aangaande het hoger onderwijs dat niet wordt verstrekt door de universitaire instellingen noch door de hogescholen*

Enige afdeling. — Wijzigingen aan het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs

Art. 10. Aan artikel 9, § 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake het hoger onderwijs, worden de woorden « een zelfde studiejaar » vervangen door de woorden « hetzelfde studiejaar van een zelfde afdeling ».

Art. 11. In artikel 9, § 1, 3°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse dringende maatregelen inzake het hoger onderwijs, gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998, worden de woorden « voor eenzelfde studiejaar of in om het even welke andere onderafdeling van studie, in welke discipline ook » vervangen door de woorden « in eenzelfde studiejaar van een zelfde afdeling, of ieder andere studieonderverdeling in dezelfde discipline » en worden de woorden « in een Belgisch of buitenlands systeem voor hoger onderwijs » vervangen door « dat onder het hoger onderwijs ressorteert, in België of in het buitenland ».

Art. 12. Artikel 9, § 1, 5°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1999.

Bekrachtigen onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 28 oktober 1999.

De Minister-President,
belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K&G,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secuncair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie.
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

Nota

(1) *Buitengewone zitting 1999.*
Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 15-1. — Commissieamendementen, nr.15-2. — Verslag, nr. 15-3.
Zitting 1999-2000.
Documenten van de Raad. — Amendementen van de zitting, nr. 15-4.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 19 oktober 1999.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3603 [99/29647]

21 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant et complétant l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, notamment les articles 10*ter*, 10*quater* et 10*quinquies*, telle que modifiée par le décret du 31 mai 1999 portant certaines réformes en matière d'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 23 avril 1999;